



WE Charity au Québec :

## **Le contrat octroyé contre l'avis des fonctionnaires**

**Québec, 19 août 2020** – Rhéal Fortin, porte-parole du Bloc Québécois en matière de Justice et Julie Vignola, députée de Beauport-Limoilou et porte-parole du Bloc Québécois en matière de Services publics, approvisionnements et opérations gouvernementales, ont dénoncé l'octroi du programme de bourse canadienne pour le bénévolat à WE Charity par le gouvernement alors qu'il avait été averti par les fonctionnaires, dans une note de service, que l'organisme n'avait pas les capacités de livrer des services au Québec.

« Les ministres libéraux ont choisi de donner le contrat à WE tout en sachant que de l'avis même des fonctionnaires, l'organisme n'a pas la présence requise au Québec pour livrer la marchandise et que le réseau communautaire déjà existant chez nous était mieux outillé pour le faire. Cette nouvelle révélation prouve que non seulement les libéraux n'ont pas fait leurs devoirs avant d'octroyer le contrat sans appel d'offres à WE, ils sont même intervenus en faveur de WE contre l'avis des experts, le tout dans un champ de compétence exclusif du Québec », a dénoncé M. Fortin.

M. Fortin a découvert, dans la série de documents réclamée par le Comité permanent des finances obtenue hier, que les fonctionnaires d'Emploi et Développement social Canada avaient appris à la ministre Bardish Chagger que selon leur expertise, WE Charity n'avait pas les moyens d'offrir ses services au Québec. Pourtant, l'entourage de la ministre a plutôt choisi de vanter l'implantation de WE au Québec et son travail en français.

Dans une note à l'intention de la ministre, en page 55, la recommandation des fonctionnaires est sans équivoque : « À ma connaissance, UNIS et l'Organisme UNIS ne sont pas particulièrement connus au Québec. (...) Par ailleurs, le Québec possède déjà un vaste et solide réseau d'organismes communautaires qui travaillent ensemble et se connaissent très bien, je dirais. Si je jette un coup d'oeil sur <https://www.wecharity.org/>, je ne vois aucun mot ni aucune page en français. Peu d'indices portent à croire que l'Organisme UNIS est bien ancré dans la province. À la lumière de tout cela, je crains qu'une collaboration avec l'Organisme UNIS soit sous-optimale au Québec, tant sur le plan de l'image que de l'influence ».

Pourtant, au niveau politique, la suggestion faite à la ministre a plutôt été de défendre l'implantation de WE Charity au Québec. « L'Organisme UNIS a une forte présence au Québec et y offre des programmes de langue française. Elle y a établi des partenariats éducatifs avec neuf commissions scolaires de la province. L'exigence d'offrir du soutien dans le cadre de ces programmes fera partie de l'entente de contribution. »

« Justin Trudeau ne s'en tirera pas si facilement. Il devra expliquer aux Québécois pourquoi les libéraux sont intervenus personnellement en faveur de WE Charity contre la recommandation des fonctionnaires. De plus en plus, ce programme de bourses au bénévolat semble avoir été conçu pour avantager un organisme proche des libéraux dans une perspective de copinage plutôt que pour aider nos étudiants à travers la COVID-19 », a conclu la députée de Beauport-Limoilou, Julie Vignola.



# COMMUNIQUÉ



Source :

David Rompré, directeur du bureau de circonscription de  
Julie Vignola, députée de Beauport-Limoilou  
418-663-2113  
david.rompre.308@parl.gc.ca